

Produits de santé consommateurs du Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Des réductions budgétaires aux niveaux fédéral, provincial et territorial constituent la pierre angulaire de toute stratégie visant l'amélioration des perspectives de croissance économique à long terme du Canada. Le principal défi en matière de réductions budgétaires vise le contrôle des dépenses dans le domaine de la santé, qui représente le cinquième des dépenses gouvernementales. Même si la contribution du gouvernement fédéral dans ce secteur des dépenses qui s'accroît rapidement se stabilisera après l'année financière 2016-2017, la tendance historique de la croissance des dépenses en santé continuera de menacer la position financière des administrations provinciales et de menacer les perspectives de croissance du Canada. Même si la prestation des soins de santé relève en grande partie des provinces, il y a des mesures spécifiques qui relèvent de la compétence fédérale et qui pourraient contribuer grandement à la prestation rentable des soins de santé au Canada. Les soins auto-administrés, les décisions et les actions que prennent les Canadiens pour gérer leur santé personnelle, ont été largement reconnus, tant au Canada qu'à l'étranger, comme un élément qui contribue à la réduction des coûts liés aux soins de santé grâce à la prévention des maladies et à la réduction des visites inutiles chez les médecins. L'utilisation de produits de santé consommateurs comme les médicaments sans ordonnance (MSO) et les produits de santé naturels (PSN) pour gérer ou prévenir diverses maladies constitue un élément clé des soins auto-administrés. La réglementation des produits de santé consommateurs relève du fédéral et affecte la disponibilité des produits de santé consommateurs et leur contribution à des soins de santé rentables. Deux initiatives clés pourraient permettre d'améliorer l'incidence générale de la réglementation fédérale sur la disponibilité des produits de santé consommateurs utilisés dans le cadre de soins auto-administrés. Tout d'abord, tous les produits de santé consommateurs devraient être réglementés par un cadre fondé sur les risques qui reconnaît leur risque et leur valeur dans le domaine des soins de santé. Un tel cadre a déjà été établi pour les PSN. Il est maintenant temps d'écarter les autres produits de santé consommateurs, les MSO, du cadre de réglementation conçu pour les médicaments sur ordonnance et de les placer dans un cadre qui correspond davantage à leur profil à faible risque. Deuxièmement, l'administration de règlements visant tous les produits de santé consommateurs devrait être consolidée pour en améliorer l'uniformité et minimiser les doublons. Ensemble, ces mesures rendraient la réglementation de tous les produits de santé consommateurs plus efficace, efficiente et uniforme, compte tenu de leur valeur dans le domaine des soins de santé.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le développement de nouveaux produits est une source essentielle de croissance, et donc de création d'emplois, pour les compagnies qui œuvrent dans le marché des produits de santé consommateurs. La principale source de développement de nouveaux produits provient des ingrédients qui passent des médicaments sur ordonnance aux médicaments sans ordonnance. Ces changements offrent aux Canadiens de nouvelles options en matière de soins auto-administrés, soit dans des catégories thérapeutiques existantes comme les analgésiques (p. ex., naproxen ou Aleve®) ou les remèdes contre les brûlures d'estomac (p. ex., ranitidine ou Zantac®) ou dans de nouvelles catégories comme les produits pour cesser de fumer (p. ex., les thérapies de remplacement de la nicotine). Ces changements permettent non seulement d'augmenter les emplois et de favoriser la croissance de l'industrie, mais peuvent également entraîner des économies considérables au niveau des coûts liés aux soins de santé en réduisant le nombre de visites chez le médecin, les frais d'ordonnance des pharmaciens et les coûts reliés au formulaire pharmaceutique. Ces changements exigent des données de recherche démontrant la sécurité et l'efficacité de ces ingrédients dans les produits de santé consommateurs. Ces données doivent ensuite être évaluées par Santé Canada pour obtenir l'autorisation de les mettre sur le marché. Actuellement, les investissements dans le domaine de la recherche que les fabricants mettent dans ce processus de changement rapportent un rendement très limité parce que Santé Canada permet à d'autres fabricants d'utiliser leurs données pour appuyer les demandes d'autorisation de produits concurrentiels qui renferment les mêmes ingrédients. Cela mine l'incitation pour le fabricant initial d'investir dans cette stratégie de croissance. Les partenaires commerciaux du Canada ont reconnu ce problème en prévoyant une période de protection pour les données de recherche présentées dans le cadre de ce processus de changement. Produits de santé consommateurs du Canada recommande que le Canada suive l'exemple de notre plus important partenaire commercial, les États-Unis, en protégeant ces données pour une période de trois ans.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La diminution de la perte de productivité liée aux congés de maladie et aux visites chez le médecin pour traiter des malaises mineurs est l'un des principaux résultats qui a permis de démontrer que les soins auto-administrés sont utiles pour le système de soins de santé et pour l'économie nationale. Par exemple, un sondage mené par Produits de santé consommateurs du Canada en 2011 a révélé que, même si la vaste majorité des Canadiens gèrent leurs malaises mineurs grâce à des soins

auto-administrés à l'aide de produits de santé consommateurs, on a dénombré plus de 16 millions de visites chez le médecin reliées uniquement à trois malaises mineurs (rhumes, maux de tête et brûlures d'estomac/indigestion) pour l'année en question, ce qui a entraîné des coûts directs de plus de 1 milliard de dollars uniquement en factures de médecin. Aux États-Unis, une étude réalisée en 2012 par Booz and Co. a établi que la disponibilité des médicaments sans ordonnance évite annuellement des pertes de productivité de 23 milliards de dollars en temps de travail perdu pour se rendre chez le médecin. Les initiatives réglementaires et administratives décrites dans les réponses aux questions précédentes pourraient avoir une incidence réelle sur ces coûts. De plus, les coûts reliés aux soins auto-administrés, y compris l'achat des produits de santé consommateurs, sont entièrement à la charge des Canadiens. Par contre, les visites chez le médecin et la majorité des médicaments sur ordonnance ne sont pas défrayés directement par le consommateur. Ce déséquilibre pourrait en partie être contrebalancé en permettant l'inclusion des produits de santé consommateurs dans le crédit d'impôt pour frais médicaux.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?